



Assemblée nationale des animateurs de section
18 novembre 2017 - Pierre Laurent

Cher-e-s camarades,

L'Assemblée nationale qui nous réunit aujourd'hui est un événement.

Nous sommes plus de neuf cents animatrices et animateurs de section, réunis avec les secrétaires départementaux, départementales, les membres du Conseil national et des parlementaires de nos deux groupes.

C'est la première fois qu'un processus de Congrès est lancé de cette manière avec une période préalable de consultation des communistes, qui aura utilisé les méthodes habituelles de discussion collective des communistes en AG, qui ont toute leur pertinence, et une nouvelle méthode de consultation individuelle avec un questionnaire sollicitant l'avis direct de chaque communiste.

Ce questionnaire a d'ailleurs souvent servi d'entrée en matière dans la discussion en AG, que les camarades le remplissent ou pas pour finir.

Avec la commission de vingt membres qu'avait élue le Conseil national et que je présidais, nous avons reçu et dépouillé les résultats de 13 843 questionnaires.

Vous avez entre les mains ces résultats, ainsi qu'une analyse synthétique des questions ouvertes qu'il comportait, souvent remplies par celles et ceux qui se sentaient mal à l'aise avec la formulation de certaines questions ou la demande de classer des priorités.

A ce niveau de réponses, tout de même élevé, nous avons là un bel échantillon représentatif sur les questions posées. Nous avons également reçu des PV d'AG, et des contributions individuelles, même si c'est en nombre beaucoup plus restreint.

Des camarades ont apprécié le questionnaire et le fait qu'on sollicite directement leur avis. D'autres ont dit que la méthode du questionnaire, il est vrai assez inédite, ne leur convenait pas.

Je crois qu'au total, sans être une panacée, cette consultation est une réussite.

* * *

Soyons clairs : nous cherchons à innover et à progresser dans notre capacité à poser les questions, y compris évidemment celles qui fâchent, pour mieux les résoudre ensemble.

Personne n'a prétendu que le questionnaire était parfait, ou la méthode irréprochable : nous « essayons les plâtres » d'une manière nouvelle de travailler pour mieux faire appel à la richesse, individuelle et collective du collectif communiste.

Nous devons chercher à améliorer ces méthodes en marchant, mais ne renonçons surtout pas à l'expérimentation devant la première imperfection. **Car nous pensons, nous, au Parti communiste, que la force du collectif a tout à gagner par la démocratie, par l'exigence rigoureuse de démocratie !**

Et il nous faut le prouver, le mettre et remettre en chantier en permanence.

Nous voulons tous mieux identifier les choix à faire et les trancher démocratiquement.

Nous voulons tous, je l'espère, l'unité et le rassemblement des communistes, car ce serait une folie de penser autrement dans la dureté actuelle de la lutte des classes.

Mais tenir cette double ambition nécessite un progrès qualitatif important de nos pratiques démocratiques.

Au total, nous estimons que plus de 20.000 communistes ont personnellement participé d'une manière ou d'une autre à cette première période de débat.

Il en faudra beaucoup plus jusqu'au congrès, c'est évident, mais jamais, nous n'avons eu autant de communistes impliqués aussi tôt dans la préparation d'un Congrès, c'est-à-dire mobilisés pour y intervenir directement avant même que sa préparation ne débute. Nous devons prendre des décisions qui répondront à leur attente de participation, des décisions dans lesquelles ils pourront maintenant eux-mêmes s'impliquer sans attendre.

* * *

Dans le travail de la commission qui a préparé la proposition de décisions que vous avez également entre les mains, nous avons cherché à tenir compte de tous les avis exprimés, en vous proposant in fine des choix, un agenda de travail et un calendrier précis pour le Congrès.

Nous n'avons pas trié entre ce que disaient les questionnaires et ce que disaient les AG.

Nous avons essayé d'entendre la tonalité générale des débats.

En exposant nos propositions, je ferai donc référence à des avis différents qui se sont exprimés, quand cela est nécessaire pour éclairer la proposition formulée.

Nous avons parlé d'un congrès extraordinaire. Je crois que chacune, chacun parmi nous a conscience que ce qui le rendra ou non extraordinaire, n'est pas sa date, avancée par rapport en 2019, en juin ou en novembre 2018.

Ce congrès sera réussi, extraordinaire, si, et seulement si, il met notre Parti en situation de répondre à une période politique totalement bouleversée.

Si nous parvenons à prendre tous ensemble la mesure de la nouveauté de la situation nationale et internationale, la nature des questions posées à notre parti comme à toutes les forces de transformation sociale, et, en conséquence, des audaces, des obligations d'invention que ces enjeux nous mettent en demeure d'accomplir.

Il sera extraordinaire, il comptera dans l'histoire de notre parti, s'il permet de relever le défi de la relance politique de notre combat, s'il place à nouveau notre parti, nos idées communistes

à l'offensive, au service de la société, de la riposte face à Macron, de la construction d'une alternative politique de transformation sociale dont notre pays a tant besoin et à laquelle, au fond, il aspire.

Réussi, le congrès le sera s'il est en mesure pour cela d'accroître tout au long de sa préparation le nombre et la qualité de l'intervention des communistes, s'il mobilise l'intérêt des femmes et des hommes qui cherchent à construire une issue progressiste à la crise politique de notre pays, des femmes et des hommes attachés pour cela à la présence de notre courant révolutionnaire dans la France et le monde d'aujourd'hui.

Compte tenu des énormes défis à relever, chacune, chacun a donc conscience que la méthode politique, démocratique que nous mettrons en œuvre est une clé de la réussite.

* * *

Je veux dire ma confiance dans le bouillonnement d'idées qui a démarré, dans la richesse humaine et militante de notre parti.

La préparation de cette assemblée est pour moi une belle promesse démocratique. Ne la décevons surtout pas.

Dans cette toute première étape, nous n'en n'étions certes pas à l'étape des réponses et cela peut générer des frustrations, des raccourcis. Nous cherchions à retenir les questions prioritaires, de la manière la plus ouverte possible.

La tentation a pu exister d'aller plus vite en besogne.

Devant tant d'urgences, c'est compréhensible.

Personnellement, comme je crois la plupart d'entre vous, je me suis astreint à cette discipline. C'est maintenant, après cette assemblée, que nous allons entrer dans le vif du débat sur la construction de nos réponses, en nous donnant les outils d'une large construction démocratique.

Chacun sera libre de s'exprimer pour faire ensemble le moment venu nos choix, dans la clarté et le respect de tous. C'est en tout cas ce que nos décisions doivent garantir.

Je veux dire une dernière chose avant d'aller plus loin.

Il n'y a dans la construction de cette méthode aucun « coup tordu ». L'analyse de la période écoulée sera faite, le bilan sera débattu, les leçons tirées, sans concession, sans faux fuyant, qu'il concerne notre responsabilité collective, comme nos responsabilités individuelles, en commençant par celle du secrétaire national.

J'y suis prêt. J'y suis même résolu, car j'estime qu'il serait illusoire, et politiquement stupide, de faire autrement.

Le bilan sera fait, avec ses ombres, ses échecs et aussi ses objectifs atteints, notamment celui d'avoir réussi, dans la tourmente politique traversée, dont nous n'avons probablement vu que les prémices, à maintenir dans le pays, sur le terrain, et au Parlement, à l'Assemblée comme au Sénat, une influence et une présence communiste sans laquelle rien ne se reconstruira à gauche.

C'est vrai que je ne partage pas l'idée que la période se résumerait à un constat d'échec, à une faillite du « groupe dirigeant ». Tout cela me paraît bien simpliste.

Mais nous en débattons, comme de tout le reste.

Ce que je souhaite, ce que je crois profondément nécessaire, c'est de le faire en prenant réellement la mesure de la complexité des défis politiques que nous avons à affronter, comme des potentialités bien réelles de relever le combat communiste dans ce pays, et de contribuer à une nouvelle perspective d'espoir pour la France.

* - * - *

Cher-e-s camarades,

Nous tenons cette assemblée, décisive pour l'avenir de notre parti, alors que nous sommes tous - animateurs et animatrices de sections, secrétaires départementaux-ales, membres du conseil national, secrétaire national, député-ée, sénateur-trice, élus locaux - chaque jour plongés au feu du combat, dans une bataille de classes d'une féroce intensité.

Nous vivons tous cette situation politique à la fois riche et difficile, lourde de menaces, de régressions, mais aussi emplie de possibilités, de potentiels émancipateurs que nous voulons pousser en avant.

Nous sentons que nos rêves de révolutions, dans le monde bouleversé qui est le nôtre, ne sont pas seulement des utopies, mais des questions concrètes.

Nous sentons combien le combat est difficile, mais aussi pourquoi de nouvelles victoires vont devenir nécessaires et possibles.

Le communisme, qui est le nôtre, est une question de notre temps. C'est ainsi que je caractériserais notre congrès si j'avais à le définir en une seule phrase.

Oui, notre société, notre pays, la France, n'en n'a pas fini de se poser la question de son avenir.

Les forces dirigeantes voudraient nous faire croire qu'avec l'élection d'Emmanuel Macron, le nouveau monde est enfin là. Il n'y aurait plus qu'à marcher dans les pas de ce jeune président.

Mais si leur campagne idéologique bat son plein pour nous faire adhérer à ce scénario remastérisé du « There is no alternative » de Margaret Thatcher, le sourire enjoleur et carnassier du jeune premier ayant remplacé le brushing improbable de la Dame de fer, force est de constater que les choses ne se passent pas comme ils l'espéraient tous il y a six mois, lors de l'élection du nouveau président.

Dès juin, nous faisons dans mon rapport au Conseil national un constat que tout confirme.

Je cite : « le camp libéral recomposé autour de Macron a remporté la victoire. Cette victoire -disions-nous-, il l'a obtenue en réussissant à capter à son profit un ras-le-bol très profond dans la société actuelle, d'immenses besoins de changement politique, parfois très contradictoires, et une volonté de déverrouillage démocratique. Ces attentes -ajoutait le rapport- travaillent en vérité des pans entiers de la société française depuis 2005. L'attelage du pouvoir est instable, parce qu'il y a une énorme

contradiction entre ce captage politique, ce hold-up réussi par Macron et les attentes de progrès social, écologique et démocratique qui sont toujours là. Nous devons d'abord, concluais-je, nous exprimer à partir de ce que cherche la société, et nous centrer en premier lieu sur cela. » Fin de citation.

Oui, la situation reste instable et évolutive.

Tout a confirmé cette appréciation portée « à chaud » au lendemain de la séquence électorale du printemps.

Et nous avons de grandes responsabilités pour la faire évoluer dans le sens des intérêts populaires.

Avant d'entrer dans l'agenda détaillé du Congrès, nous vous proposons donc que la première décision de notre assemblée soit, je cite le projet de décisions que vous avez sous les yeux, **« d'appeler l'ensemble des communistes à intensifier dans tous les domaines la contestation de la politique du pouvoir Macron pour la stopper au plus vite, et à construire dans ces luttes les bases d'une politique alternative majoritaire »**.

Emmanuel Macron et le gouvernement dirigé par Édouard Philippe mettent en œuvre, avec le soutien des milieux d'affaires, une politique toute entière au service de la finance. Une politique brutale pour le monde du travail, autoritaire, inégalitaire qui vise à remodeler le pays dans le sens des intérêts du capital financier .

Ils attaquent tous azimuts : code du travail, baisse de l'ISF, remise en cause du financement solidaire de la sécurité sociale, casse du logement social, austérité redoublée, asphyxie des collectivités locales, mise en cause des services publics, abandon de la maîtrise des fleurons industriels (Alstom, EDF, Airbus...), je ne développe pas ici.

Le pouvoir avance, vite et fort. Et il mène la bataille idéologique en revendiquant son choix de la finance.

La valorisation de l'argent, la réussite des capitalistes entrepreneurs, l'idée que le progrès humain passe forcément par la promotion de ceux qui savent faire fructifier le capital, voilà ce qu'a vanté le Président avec son expression des « premiers de cordée ».

En quelque sorte les 1 % qu'il faudrait continuer de gaver pour que ceux qui n'ont ou ne sont rien puissent espérer...

Tel est, de façon de plus en plus assumée, le projet Macron .

* * *

Mais ce projet, et c'est sa plus grande nouveauté, est indissociablement un projet de recomposition politique.

Car les cercles dirigeants du capital ont tiré la leçon des oppositions populaires massives sur lesquelles ont buté, et finalement échoué, Sarkozy-Fillon entre 2007 et 2012, et Hollande-Valls entre 2012 et 2017.

Cette alternance droite libérale-gauche libérale est entrée en crise.

Le pouvoir Macron joue donc sur plusieurs leviers de recomposition :

- **le brouillage des repères gauche-droite**, avec le fameux « ni de droite, ni de gauche », devenu très vite le « et de droite, et de gauche », avec le détournement des valeurs, des mots et de leur sens .

Macron le fait à grande échelle avec les mots de « progrès » et même de « révolution », ou, à contrario, en invitant Donald Trump un jour de 14 juillet...

- **deuxième levier, le passage en force et la dévalorisation des institutions et notamment du Parlement** sur des textes cruciaux : utilisation des ordonnances contre le code du travail et les droits syndicaux, diminution programmée du nombre de parlementaires, reconcentration du paysage institutionnel, entrée dans la loi commune des dispositions de l'état d'urgence...

Les assemblées élues et les institutions de la République ne doivent plus être des lieux de la confrontation et de la délibération démocratique, mais des espaces de consensus, des instruments et des relais du pouvoir central.

Quant aux syndicats, ils sont valorisés s'ils jouent le jeu du pouvoir, dénigrés s'ils le contestent. Le dialogue social devient une machine d'intégration.

- **enfin, troisième levier, détruire l'ancien paysage politique et ses partis, pour en reconstruire un nouveau**, fait d'un bloc central récupérant une partie de la droite et les socio-libéraux, laissant de côté une droite radicalisée et minorisée et une gauche populiste marginalisée.

Les réformes électorales vont être toutes pensées pour servir cet objectif.

Il s'agit au total, en France comme dans de nombreux pays, de faire rentrer nos sociétés dans un âge post-démocratique, où la concentration des pouvoirs et des richesses devient en quelque sorte une règle d'or, au nom de l'efficacité de ces mêmes sociétés.

Ce scénario est dangereux.

Il peut réussir, les exemples européens ne manquent pas.

Mais il peut aussi être combattu et mis en échec, à condition que les résistances et les alternatives grandissent, tant sur le plan social et économique que sur le plan politique.

* * *

En six mois, le paysage a très vite évolué. La perception du macronisme et de son projet a changé, s'est lézardée.

De jeune président au-dessus des partis, libre de tout clivage et cherchant à renouveler la politique, on est passé à celle de « président des riches », décidant de tout tout seul, mobilisant pour sa campagne des forces humaines qu'il réduit aujourd'hui à de simples forces d'appoint.

Dans un sondage datant de ce mardi, le journal « Libération » révèle que 65 % des Français, se considèrent comme des « perdants » de la politique Macron. Seuls 11 % se classent parmi les gagnants !

Les scandales simultanés de la baisse de l'ISF et de la baisse de l'APL ont révélé le caractère de classe de cette politique, aggravé encore par les nouvelles révélations sur l'évasion fiscale, vécues comme une insulte à leur vie par tous ceux qui ne peuvent plus vivre décemment.

Et surtout des luttes importantes et multiples se sont développées en six mois seulement.

Mobilisations contre les ordonnances, colère des retraités contre la hausse de la CSG, mobilisation unitaire des fonctionnaires, levée de boucliers contre la baisse de l'APL et la suppression des contrats aidés, inquiétude étudiante face à la mise en place de la sélection à l'entrée de l'université, colère dans les territoires et les communes les plus frappés d'inégalités débouchant notamment sur l'appel de Grigny.

Sur ce dernier point, le président Macron vient de tenter de corriger le tir, sous la pression du mouvement de colère de très nombreux maires. Mais la fracture est là, déjà béante, difficile à combler.

A cela s'ajoute la montée d'exigences nouvelles auxquelles le pouvoir a beaucoup de mal à faire face.

Aspirations écologiques qui butent sur la pression des lobbys agro-industriels et des logiques de concurrence, sur fond de course au profit exacerbée et de tensions internationales grandissantes. Et qui mettent Nicolas Hulot dans des contradictions grandissantes.

Aspirations féministes, avec la libération de la parole des femmes contre les violences sexistes, qui secouent non seulement le pouvoir, mais toute la société, toutes les institutions, tous les partis, et porte en elle une vague d'exigences à l'égalité potentiellement très puissante, pour mettre fin à toutes les dominations sociales et patriarcales.

Notre appréciation n'est donc pas celle d'un mouvement social défait, face à un pouvoir qui marquerait tous les points, avançant sans coup férir.

Nous assistons plutôt à l'ancrage multiforme et profond d'une contestation de cette politique, avec beaucoup de colères et une prise de conscience du caractère inégalitaire de la politique Macron.

Nous sommes entrés dans une confrontation de longue haleine et à ces luttes, à ces colères, nous voulons ouvrir des perspectives.

* * *

Depuis la rentrée, notre parti, nos militants, nos parlementaires ont joué un grand rôle. Sans nier les difficultés de la période, les inégalités de nos forces, l'occultation assourdissante de nos initiatives par les médias, cela mérité d'être apprécié.

La Fête de l'Humanité a été un événement majeur dès la rentrée.

Nos maires et élus ont joué un rôle décisif dans le déclenchement de l'Appel de Grigny, réuni dans la ville dirigée par notre camarade Philippe Rio.

Nos parlementaires ont contribué au démontage des ordonnances dans l'opinion et, avec le contre-budget, ont installé des propositions alternatives.

C'est aussi vrai en matière de lutte contre l'évasion fiscale où nos parlementaires vont continuer la lutte pour populariser la proposition de COP fiscale.

Je pourrai allonger cette liste, surtout si je faisais état des nombreuses luttes locales déployées dans le pays sur les emplois aidés, contre la vente du parc de logement social et HLM, la défense des services publics, dont l'hôpital de proximité, ou de nos industries.

Les communistes sont très actifs.

Ne soyons pas les seuls à ne pas voir, à ne pas mettre à notre propre crédit le rôle que nous jouons depuis la rentrée.

* * *

Mais nous pensons **qu'il est désormais possible et nécessaire de passer à une autre étape, en investissant de manière plus visible avec nos initiatives et nos propositions tous les champs d'action.**

Nous pourrions investir les terrains de lutte, partir de l'immense colère sociale pour la nourrir de propositions, proposer aux acteurs de construire les grands axes alternatifs à cette politique, à partir de leurs domaines d'intervention.

C'est le sens des Etats généraux du progrès social qui pourraient être un lieu de convergences des acteurs de ces luttes, de leurs propositions, et une première étape de la construction d'une plate-forme de rassemblement alternatif à la politique Macron.

Le 3 février à Paris serait un premier rendez-vous donnant force et visibilité nationale à cette démarche, autour des cinq thèmes déclinés dans les cahiers que vous avez entre les mains.

Et ensuite, d'autres étapes de mobilisation populaire pourraient se construire. **Tout cela correspond en plein aux priorités affichées par les communistes concernant la lutte contre le coût du capital et les inégalités (73 %) et la révolution du travail (47 %).**

Je vous propose de faire de leur préparation et de leur réussite, de leur ancrage dans tous nos territoires, en lien direct avec nos luttes contre le coût du capital et une autre utilisation des richesses, une décision majeure de notre journée.

Une présentation plus détaillée de ces Etats généraux vous sera faite cet après midi.

D'ores et déjà, **les secrétaires départementaux des Hauts-de-France m'ont informé de leur proposition de lancer dans ce cadre une campagne « Pour un plan d'urgence pour les Hauts-de-France », qui déboucherait sur une marche vers Paris début juin.**

Les enjeux sont cruciaux dans une région où le FN s'est implanté durablement.

Les cahiers mis à notre disposition par le CN -disent nos camarades- seront utiles pour recenser les attentes et les exigences des habitants et des salariés des Hauts-de-France.

Voilà le type d'initiatives dont nous avons besoin pour faire converger luttes, mobilisations, bataille d'idées.

Une initiative nationale sur Alstom est également en préparation en lien avec nos camarades de la section économique.

Ce ne sont que deux exemples pour montrer que ces Etats généraux peuvent ne pas être une initiative hors-sol mais, au contraire, un catalyseur d'initiatives dans tout le pays.

* * *

Ces Etats généraux s'inscriraient à part entière dans la préparation de notre congrès, car il est frappant de voir dans les réponses aux questionnaires combien les communistes aspirent à la mise en action de notre combat communiste et pas seulement à sa discussion.

82 % des communistes qui ont répondu estiment que nous devrions travailler en priorité sur la manière dont s'incarne notre projet au quotidien dans les luttes.

Et sur le Parti, 62 % pensent que nous devrions réfléchir parmi nos priorités à rendre constructives les colères populaires et citoyennes.

Voilà de beaux sujets de préparation du Congrès.

L'expérimentation sociale de notre démarche politique doit faire partie de notre réflexion dans tous les domaines, de nos débats de congrès.

Avec la richesse de nos militants, de nos élus dans toutes les collectivités, l'expérimentation de nouvelles formes d'action et d'organisation sont possibles.

C'est aussi comme cela que nous travaillerons concrètement à poser les fondations de l'organisation communiste de demain qui, pour reprendre les termes d'Emilie Lecroq, responsable à la Vie du Parti, *« permet l'élaboration théorique collective et la mise en œuvre du communisme au quotidien »*.

* * *

J'en viens maintenant dans cet esprit aux décisions de préparation du Congrès.

Nous avons pris en compte des exigences largement exprimées par les communistes consultés.

Premièrement, un accord très large avec les trois grands thèmes de questionnement : notre combat communiste et sa mise en action ; le bilan et l'avenir de notre démarche stratégique ; les transformations de notre parti.

Deuxièmement, une large approbation de la méthode proposée en deux phases, comprenant avant la rédaction proprement dite du projet de base commune un temps d'approfondissement de la réflexion collective avec des chantiers de travail dans tout le Parti.

Ce que les communistes ont souvent résumé en disant : *« nous ne voulons pas un congrès comme d'habitude où l'affrontement de textes ou des postures prend le pas sur la construction commune »*.

C'est un peu caricatural par rapport aux congrès précédents, mais je crois que cela traduit une exigence profonde de revaloriser le temps et la méthode de construction commune, pour pouvoir mieux trancher, plus en connaissance de cause nos choix politiques.

Les communistes ne veulent pas se limiter à un débat entre différents textes, celui qui est vécu comme celui de la direction plus que comme une réelle base commune, et des textes alternatifs issus en partie de la même direction.

Cette fois, ils veulent aller ensemble au fond du maximum de questions.

Troisièmement, les communistes s'inquiètent que nous puissions traiter sans tarder, comme un thème à part entière, la préparation des élections européennes, qui risqueraient, sinon, soit d'être renvoyées à des décisions trop tardives, soit de phagocytter tout le congrès .

Nous avons donc poussé la réflexion à partir de ces exigences et sommes parvenus à une proposition qui, je crois, concilie nos urgences et le temps nécessaire aux enjeux cruciaux que nous devons affronter.

Le débat sur la date du congrès était partagé dans les sections, il l'est aussi dans les questionnaires.

Nous avons instruit la question en cherchant à répondre au maximum d'exigences exprimées. D'un côté, ne pas raccourcir le temps nécessaire à la qualité du débat. De l'autre, ne pas étirer dans le temps un congrès sans que cela ne corresponde à de vraies étapes de travail, utiles à répondre aux urgences du combat politique.

Plus qu'une date, novembre finalement plutôt que juin pour le Congrès national, nous vous proposons surtout un nouveau processus de travail, rythmé au fur et à mesure par d'importantes étapes de progression du débat collectif dès le premier semestre 2018.

Ce n'est donc ni l'envie de diluer le débat, ni d'évacuer le bilan comme je l'ai dit, qui nous a motivés, ni même, comme certaines mauvaises langues l'ont suggéré, la coupe du monde en Russie !

Que proposons-nous ?

Deux phases :

Une phase d'ébullition, de travail, de mise en action, qui durerait de début décembre à fin mai autour de quatre grands thèmes de travail :

- nos combats communistes
- notre démarche stratégique
- les transformations du Parti
- les élections européennes

Elle déboucherait sur la construction du projet de base commune, nourrie par tout le travail fourni dans cette période.

L'adoption de ce projet de base commune se ferait les 2 et 3 juin dans un Conseil national élargi aux animateurs de tous ces chantiers.

Une seconde phase, avec toutes les étapes statutaires (textes alternatifs éventuels et vote sur le choix de la base commune) avant la série des congrès locaux, départementaux et du congrès national qui se tiendrait les 24, 25 et 26 novembre 2018.

Vous avez toutes les dates dans le projet de décision qui est sur vos tables. Je ne détaille pas.

L'important au fond dans cette proposition, est de savoir quelle est la valeur ajoutée et comment peut se dérouler utilement, car c'est cela la nouveauté, la première phase de travail sur les quatre grands thèmes proposés.

Elle doit servir à mes yeux à nous déployer au maximum dans l'action, l'expérimentation, le travail d'analyse et de réflexion politique sur une série de grandes questions qui sont constitutives d'un congrès que nous voulons marquant.

Les décisions nouvelles que nous avons à prendre, car personne parmi nous n'envisage, je crois, une forme de statu quo, doivent être discutées, instruites, appropriées par le maximum de communistes. C'est la condition de décisions démocratiques et efficaces.

Notre combat communiste peut trouver, je l'ai dit dans mon discours du 4 novembre, une grande actualité, si nous travaillons à sa pertinence concrète dans les conditions d'aujourd'hui, si nous sommes capables, aussi, de lever les immenses obstacles qui sont sans cesse dressés devant lui par les très puissantes forces internationales du capital.

Rien n'est simple mais tout est possible.

* * *

En concluant nos initiatives sur la révolution, j'ai affirmé que « le 21^{ème} siècle peut être le premier à être confronté à l'échelle de la planète tout entière à la question du « post capitalisme ».

Cela relève diront certains de l'intuition ou de l'anticipation audacieuse. Mais le fait est que se répand l'idée qu'il devient urgent de concevoir et préparer le passage à une nouvelle civilisation.

Une étude récente, et que nous pourrons utiliser et approfondir dans la préparation de notre congrès, montre que le communisme et le marxisme connaissent à nouveau un début d'appréciation positive, notamment et c'est important, chez les nouvelles générations, qui n'ont pas connu la guerre froide, ni l'effondrement du régime soviétique.

Pour un plus grand nombre de gens, le système capitaliste mondialisé n'est plus capable de porter les promesses d'épanouissement et d'émancipation humaine. Le monde craque et le monde souffre.

Il est entravé, dans ses développements, par les logiques de la rentabilité financière à outrance, par l'exacerbation de la concurrence, par les dominations patriarcales, alors qu'il faudrait développer la coopération et le partage.

La question écologique, la question de la paix, quand tant de menaces pèsent à nouveau, la question des libertés et de la démocratie, la lutte contre le pouvoir des transnationales sont le théâtre de mobilisations nouvelles et des enjeux majeurs d'une lutte à l'échelle mondiale.

Mais pour que la promesse d'un nouvel ordre des rapports sociaux se réalise, il faut remettre sur le chantier beaucoup de questions.

Je crois qu'ensemble il peut être enthousiasmant de s'y attaquer.

* * *

Le premier thème de travail porterait naturellement sur le déploiement de notre combat communiste, sur son sens et sa portée concrète dans le monde d'aujourd'hui.

C'est à proprement parler un chantier d'action.

En cette année de centenaire de 1917, et bientôt de 50^{ème} anniversaire de mai 1968, à quelques encablures de notre propre centenaire, dont nous voulons qu'il ouvre le nouvel avenir de notre visée émancipatrice, notre congrès se doit de redéfinir le sens de cette visée, d'en actualiser la portée et surtout d'en faire à nouveau une perspective de mobilisation populaire concrète.

C'est ce que demandent les communistes.

Nous devons donc pousser nos élaborations nouvelles en confrontation avec l'action et la société.

J'ai parlé des Etats généraux du progrès social et de tout ce qu'ils peuvent générer sur la révolution sociale nécessaire. Ils nourriront à part entière l'élaboration du congrès.

Nous proposons également de tenir en mai des Assises communistes pour l'écologie. Il est temps de prendre pleinement la mesure, et dans toute sa cohérence, de cet enjeu majeur.

C'est désormais une priorité systématiquement mise en avant par les communistes. Elle irrigue beaucoup notre travail dans les communes, les collectivités locales, dans les assemblées élues, mais ne parvient pas à prendre la place indispensable dans nos priorités d'action.

Les assises doivent nous faire basculer de manière visible pour la société dans une nouvelle époque du Parti communiste sur ces questions.

Nous proposons de pousser plus en avant notre vision de l'avenir de la République en mettant en commun nos batailles dans les communes, celles de nos élus à tous les niveaux, celles en riposte aux régressions démocratiques institutionnelles et constitutionnelles auxquelles veut pousser Macron.

Le Président de la République vient d'ailleurs de convoquer les dirigeants de partis à l'Elysée pour consultation, je m'y rendrai mardi à 18 heures, sur le lancement de ce qu'il appelle les « Conventions démocratiques » visant à réformer modes de scrutin et institutions.

Avec l'Anecr, avec les rencontres Niemeyer que nous tiendrons le 29 janvier sur les métropoles, avec le colloque que nos groupes organise le 4 mars sur la réforme constitutionnelle, nous avons déjà un plan de travail fourni.

La bataille féministe doit prendre elle aussi une tout autre ampleur. Le faible niveau des réponses dans le questionnaire sur cet enjeu majeur, dont j'ai dit récemment qu'il était sûrement un des plus puissants leviers de la transformation sociale à l'échelle mondiale, doit nous alerter.

Le parti ne semble pas prendre la mesure de ce qui bouge à nouveau en profondeur dans la société, comme en atteste la libération de la parole des femmes sur les violences sexistes.

La bataille féministe est tout à la fois une bataille pour l'égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie. Elle est aussi un enjeu de la transformation de notre parti.

Nous ne progresserons plus sur cette question et, si cela continue, nous allons à nouveau régresser.

Le Parti communiste ne peut porter son projet d'une société féministe si dans notre parti nous n'arrivons pas à mettre en œuvre l'égalité réelle et, en pratique, à faire vivre des rapports débarrassés de toute forme de domination, et à fortiori de violence sexiste.

Le livret qui vous a été distribué sur les violences faites aux femmes, que je présenterai en plus de nos propositions en matière de politiques publiques et d'égalité dans la société lors d'une conférence de presse le 24 novembre, à la veille de la manifestation du 25 novembre, est un premier acte important.

Il en appelle beaucoup d'autres et le congrès doit avoir un chantier de progrès importants sur cette question.

D'autres champs d'action se déploieront :

- les 3^{èmes} états généraux du numérique que nous organisons le 9 mars,
- la convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire que nous préparons pour les 29 et 30 septembre,
- la lutte pour la paix avec la campagne que nous impulsions en vue des prochaines marches pour la Paix,
- la journée d'étude que nous préparons pour l'analyse et l'impulsion nouvelles de notre combat antiraciste dans les conditions de la France et du monde d'aujourd'hui.

Cette activité multiforme doit nourrir une mise en action plus visible, plus offensive, plus cohérente de notre projet communiste, plus en prise aussi sur les enjeux concrets de notre époque.

* * *

Le deuxième thème de travail concerne le bilan et l'avenir de notre démarche de transformation sociale et de rassemblement politique pour y parvenir.

Sur cette question, tout doit être sur la table.

Car après nos expériences du Front de gauche et l'année électorale 2017, après la tempête politique qui a bouleversé le paysage, tout doit être repensé, réévalué, tout doit être sur la table pour fixer un nouveau cap pertinent pour la prochaine période.

Nous ne pouvons pas nous permettre le rafistolage.

Il faut ouvrir une nouvelle période pour nous aussi.

Je veux souligner seulement un ou deux points que les communistes ont mis en exergue dans le questionnaire.

D'abord, ils demandent que nous procédions à un travail d'étude sur « l'état et les évolutions de la société française ».

Nous retenons cette idée en en faisant une des deux missions de ce thème de travail.

C'est essentiel pour notre capacité à renouer des liens plus forts avec la société française, non pas telle que nous la voulons ou la fantasmons parfois, mais telle qu'elle est et telle qu'elle évolue.

Une commission pourrait travailler dans le processus du congrès à un rapport d'analyse politique sur cette question. Elle sera le bien commun de tous les communistes, nourrira leur réflexion, s'enrichira de leur expérience.

Nous aurons aussi évidemment à faire le bilan des évolutions du paysage politique français, notamment à gauche, comme celui des expériences politiques menées par notre parti toutes ces dernières années jusqu'à l'échec des législatives dernières, même si nous avons conservé le groupe.

L'évolution de La France Insoumise, comme nous venons de le voir en Corse, complique le paysage.

Elle ne peut toutefois nous faire renoncer à une stratégie de coopération politique nécessaire à la construction de majorité.

Elle doit en revanche nous inciter à revenir aux fondamentaux d'une politique de rassemblement populaire qui ne peut se confondre avec la seule question des alliances politiques.

Sur tous ces enjeux, la réflexion doit reprendre au fond si nous voulons être une force motrice de nouvelles constructions politiques majoritaires.

C'est indispensable car nous aurons évidemment un rôle essentiel à jouer quand on voit le paysage dévasté à gauche. Cela nous confère sûrement des responsabilités et des possibilités nouvelles.

Les échéances électorales des années qui viennent : européenne en 2019, municipales en 2020, régionales en 2021, et déjà présidentielle et législatives en 2022, même si ce calendrier n'est peut-être pas immuable, doivent naturellement déjà nous mobiliser. Mais notre réflexion stratégique doit reprendre sur les conditions plus fondamentales des processus transformateurs.

Je l'ai dit, le paysage politique est instable.

Les formations qui ont marqué les dernières décennies sont en crise profonde, à droite comme à gauche, et nul aujourd'hui ne sait comment évolueront les recompositions en cours.

Les nouvelles formations qui ont percé en 2017, comme LREM, ou La France Insoumise, sont confrontées aux limites de leur propre projet ou de l'espace qu'elles ont tenté d'occuper.

Leur implantation locale n'est en rien assurée.

Le dédagisme et le populisme qui les ont portés chacune à leur manière ne suffisent pas à écrire leur avenir.

Le FN, quant à lui, est aussi en évolution.

Il y a donc beaucoup de travail sur tous les terrains pour bien identifier le chemin qu'il convient d'emprunter dans cette nouvelle situation pour notre parti.

Le troisième thème portera sur les transformations du Parti, que nous avons déjà abordées au congrès sans pouvoir en tirer toutes les conséquences.

La proposition que nous vous présentons évoque quelques chantiers qui déjà s'imposent dans les thèmes de discussion des communistes.

Le rapport du Parti aux classes populaires est massivement cité.

La réflexion sur notre modèle d'organisation aussi, comme nos enjeux d'image et de communication dans la société.

Tous deux appellent évidemment une réflexion à mettre en rapport avec les évolutions profondes de la société, du rapport à la politique et à l'engagement.

Enfin, il est clair qu'un travail approfondi sera nécessaire sur notre travail de direction. Personne ne compte s'y dérober.

Mais ces chantiers étant situés, ils ne sont pas exhaustifs.

J'ai parlé de la place des femmes dans le Parti.

Beaucoup d'autres questions surgiront et il faudra ouvrir les espaces de travail nécessaires, si les communistes souhaitent s'y investir.

Au total, un travail de mise en cohérence sera nécessaire, car j'ai la conviction personnelle, comme je l'ai dit, que la mise bout à bout de toutes les évolutions que nous devons travailler, doit conduire en quelque sorte à notre propre révolution, c'est-à-dire au Parti communiste dont la nouvelle époque a besoin, celui que la jeune génération, les femmes et les hommes en quête de révolution au 21^e siècle investiront à nouveau massivement.

Le quatrième thème concernera les élections européennes.

Nous en faisons un thème à part entière, d'une part parce que l'échéance presse et, d'autre part, parce les élections européennes de 2019 auront probablement un impact essentiel sur l'avenir de nos politiques en France.

Emmanuel Macron fait de son projet libéral européen un socle important de son action, il cherche les voies d'une relance politique du projet libéral aujourd'hui en crise profonde, voire en voie de dislocation. Dans cette crise, la montée des extrêmes-droite et des populismes réactionnaires menacent la possibilité de poussées transformatrices progressistes.

Le forum européen que nous venons d'initier à Marseille montre, à l'opposé, les possibilités de convergence progressiste mais aussi l'énorme travail à produire pour les concrétiser, les rendre pérennes et solides.

Le gouvernement envisage le changement du mode scrutin de ces élections et nous plaiderons, lors de la rencontre que j'aurai sur ce point précis avec le Premier ministre le 27 novembre, pour un retour à une liste nationale au scrutin proportionnel, comme nous l'avons toujours défendu.

La proposition que nous faisons dans le cadre du congrès comporte une première date décisionnelle en mars 2018, dans laquelle nous pourrions définir la ligne de bataille sur laquelle nous irions à cette échéance et le type de liste que nous souhaitons.

Le travail se poursuivrait ensuite pour concrétiser ces choix jusqu'à la validation des listes et des candidats communistes.

* * *

Cher-e-s camarades,

Voilà le menu de travail que nous proposons pour le 1^{er} semestre.

Il n'y aura pas, vous le voyez, de temps de perdu. Au contraire, nous pensons qu'il sera utile à instruire les questions, à en rendre compte aux communistes, qui auront alors la possibilité de les trancher avec le temps de réflexion et les éléments d'analyse nécessaires.

Je sais que des camarades sont venus en préférant la date de novembre, d'autres sont hésitants, d'autres ont défendu « bec et ongles » le choix de juin.

Les arguments de tous sont entendables, mais vous comprendrez après mon exposé que le dernier choix handicaperait la méthode proposée.

Des camarades pensent que le problème peut être résolu si la direction publie sans attendre un texte d'orientation.

Je crains qu'il ne nous ramène à des travers que nous cherchons à dépasser.

La phase statutaire du congrès, qui sera respectée, c'est-à-dire la publication de la base commune, la possibilité de textes alternatifs, le vote des adhérents et la période des congrès locaux, départementaux et national prend, nous le savons, au minimum trois mois.

Elle devra donc, si le congrès est convoqué pour le mois de juin, démarrer

dès le début du mois de mars, ce qui réduirait considérablement la période

de débats préliminaires à la rédaction de la base commune.

J'espère donc vous avoir fait partager la conviction que nous nous sommes faites nous-mêmes en avançant dans cette réflexion.

Si nous retenons l'agenda de travail proposé, notre Assemblée devra mandater le Conseil national du 1^{er} décembre pour convoquer le congrès à la date décidée ce soir par notre vote, pour mettre en place les équipes d'animation nécessaires, ainsi que les commissions statutaires qu'appelle la convocation du Congrès.

Toutes les équipes d'animation que nous mettrons en place ouvriront les chantiers de travail qu'elles jugent nécessaires sur le thème dont elles auront la charge. Les chantiers seront ouverts aux adhérents qui le souhaitent.

Ils s'ouvriront également aux contributions extérieures.

Les équipes d'animation devront chercher toutes les formes possibles de débats. Elles disposeront d'un outil numérique que nous vous présenterons cet après-midi. Elles devront favoriser toutes les portes d'entrée aux communistes.

Certains préféreront écrire, d'autres faire des débats, des rencontres, des forums, des fabriques coopératives, ou encore des vidéos. Une section souhaitera travailler sur une thématique, une autre sur plusieurs chantiers.

Tout est ouvert, si nous savons utiliser à plein la force de l'intelligence du collectif communiste. Notre souhait est d'arriver à faire vivre une ébullition d'idées, d'actions en lien avec les luttes et les personnes que nous côtoyons tous les jours.

Les quatre équipes d'animation devront remettre avant fin mai un rapport d'étape sur le travail accompli et sur les propositions à prendre pour l'avenir du Parti.

Voilà les propositions que je voulais vous faire au nom de la commission, à partir des résultats de la consultation des communistes.

Nous allons en discuter ce matin en ruches, afin que chacun puisse réagir à ces propositions.

Cet après-midi nous poursuivrons la discussion en séance plénière, après que la commission ait rendu compte de la synthèse des ruches et avant de voter nos décisions.

Je vous remercie.

Bon travail à tous.